



HAL
open science

Que reste-t-il du Front populaire ?

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Que reste-t-il du Front populaire ?. Licence. Front populaire, Besançon, 28 mai 2021, en visioconférence, France. 2021, pp.21. halshs-03241217

HAL Id: halshs-03241217

<https://shs.hal.science/halshs-03241217>

Submitted on 28 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

« Que reste-t-il du Front populaire ? »

Besançon, 28 mai 2021, en visioconférence,
dans le cadre des « Mardis des Savoirs à partager »

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Photo tribune du 14 juillet 1936. A dr. : Maurice Viollette et Pierre Cot

Cette conférence ne sera pas une histoire du Front populaire, dont il y a de bons livres, qui seront cités en note... La question « Que reste-t-il du Front populaire ? » peut être comprise de diverses façons, elle est large, guère limitée au journalistique « aujourd'hui ». J'aurais pu la formuler ainsi : « Qu'est-il resté du Front populaire ? », car je suis historien... Seront envisagés une chronologie récurrente au second XXe siècle et peut-être au début du XXIe siècle, rejeu d'un « petit goût de révolution » (Ernest Labrousse) et de peurs durables, mais attention au petit jeu des analogies, l'histoire de la mémoire mentale et sociale de la fin des années trente, et enfin sera posée, pour les huit décennies qui nous séparent de « 36 » la question : « qu'est-il resté du Front populaire *politique* et *culturel* ? »

I. Le rejeu d'un « petit goût de révolution » 1 et de **peurs durables** 2. « Une chronologie récurrente » 3

□ « une chronologie récurrente » et la notion d' « expériences de gauche »

Perspective d'une majorité socialiste à la Belle Époque. Le grand vainqueur des élections législatives des 26 avril et 10 mai 1914 fut le parti socialiste SFIO, qui dépassa le sixième des voix dans le pays (16,75 %, 1 413 044) et vit passer sa représentation au Palais-Bourbon de 68 à 104 députés, surtout grâce à la « discipline républicaine » qui fit se désister en faveur des socialistes nombre de candidats radicaux 4. La moitié des grandes villes sont en 1914 passées au socialisme.

Cartel des gauches ; Front populaire ; la gauche à la Libération ; Front républicain de 1956 ; présidences Mitterrand

1 Ernest Labrousse, dans la conclusion du Colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédition, FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p., p. 415.

2 La formule est de l'auteur de la conférence.

3 Robert Frank, « La Gauche sait-elle gérer la France ? (1936-1937, 1981-1984) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 6, avril-juin 1985, pp. 3-21.

4 Les appartenances socioprofessionnelles des élus socialistes étaient beaucoup plus proches des classes moyennes que des origines ouvrières du parti, ce qui était logique.

Le Front républicain de 1956. Le 2 janvier 1956 Pujade et son mouvement remportent les suffrages de 2 476 038 électeurs (12,6 % des voix) et obtiennent 52 élus au Palais-Bourbon : la presse est sur le coup largement « sonnée ». Mais le grand vainqueur c'est le « Front Républicain » (regroupant la gauche non communiste) qui, disposant d'une large majorité, va pouvoir diriger le pays, sous la houlette de Guy Mollet (et non de Mendès France).

Formules de Léon Blum. En 1926-1927, examinant l'éventualité d'une situation dans laquelle le parti socialiste serait l'élément le plus nombreux d'une coalition de gauche, sans que, toutefois, il y ait une majorité « prolétarienne » il définit pour ce cas de figure un « **exercice du pouvoir** » dans le cadre des structures du capitalisme, mais dans un sens réformateur, distinct de la conquête du pouvoir qui conduirait à la révolution. L'« exercice du pouvoir » au sein de la société bourgeoise est licite dans certaines conditions. Il faut que les socialistes aient une position prépondérante dans ledit pouvoir, et non une position subalterne, il est nécessaire qu'un socialiste soit à Matignon, où la présidence du Conseil s'est installée en janvier 1935 ¹. Blum évoque même quelques années plus tard l'« **occupation** » du pouvoir, destinée à empêcher les fascistes de s'y installer. L'« occupation du pouvoir » est licite pour défendre la liberté mais doit éviter de revêtir une forme illégale. Et Blum de distinguer l'« exercice du pouvoir » — en démocratie libérale — et la « **conquête du pouvoir** » — révolutionnaire —, une dichotomie fondamentale qui va être bien discutée pendant douze ans ². La « conquête du pouvoir » représentera un jour le couronnement des efforts des socialistes : elle prendra la forme de l'installation définitive d'un « pouvoir ouvrier » à l'issue de la Révolution, processus progressif, légal et non-violent pour Blum comme pour Jaurès. Cette conquête ne peut se produire qu'au terme d'une longue évolution, qu'il ne faut pas chercher à hâter ³.

La **notion de révolution**, cf. les célèbres formules de Pierre Mendès France — « L'histoire nous offre de nombreux exemples de révolutions qui éclatent [...] sans qu'il y ait eu jusque-là dans le pays une véritable volonté révolutionnaire. Une situation révolutionnaire peut exister sans que les masses en aient

¹ C'était l'ancienne ambassade d'Autriche-Hongrie, tombée dans les domaines de l'État français en 1922.

² Une bonne mise au point sur les célèbres expressions de Léon Blum, centrée sur la formation du Front populaire : G.Ziebur, « Léon Blum à la veille de l'exercice du pouvoir », et les riches interventions qui ont suivi, dans le colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p., pp. 27-48.

³ Une autre contribution au colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p. : celle de Georges Dupeux, « Léon Blum et la majorité parlementaire » (pp. 109-124).

conscience. » — et d'Ernest Labrousse : « aucune révolution n'est née d'une volonté de révolution » 1.

La **grande peur de 1936**, qui rappelle celle de la Commune. L'espoir, la peur et la haine se disputent dans l'opinion au début de 1936 ; puis **les grèves, dont les grèves rurales**, nouveau chapitre de la **peur du rouge** des années 30, peur d'une révolution réelle ou fantasmée. Le Front populaire doit, juste après son relatif succès électoral et avant la constitution du gouvernement, affronter un problème imprévu : les grèves qui se multiplient dans tout le pays à la faveur des espérances suscitées par la victoire de la gauche et aussi de l'interminable attente du mois de mai. Ce phénomène, dont l'interprétation canonique a été donnée dès 1965 lors d'un colloque fondamental 2 par l'historien Antoine Prost, alors trentenaire, est inattendu : il n'y avait eu que 32 conflits sociaux en avril ; on passe à 12 150 en juin ! **Trois usines en grève sur quatre sont occupées**, ce qui est une nouveauté dans le mouvement ouvrier français et **imite les grèves italiennes de 1920-1921**. Le mouvement prend naissance le 11 mai, une semaine après le second tour, aux usines Bréguet du Havre (en protestation contre des licenciements), elles se diffusent dans l'industrie aéronautique à Toulouse et à Paris, puis, fin mai, gagnent de proche en proche toute la France et tous les secteurs. Début juin il y a deux millions de grévistes ; le 28 mai, pour l'anniversaire de la Commune, six cent mille personnes **défilent au mur des Fédérés**.

La **brièveté** des « expériences de gauche », cf. **les grèves de 1938**.

□ La gauche sait-elle gérer la France ? 3

Problème de la **gestion financière et économique**, du temps des difficultés, du « **tournant de la rigueur** », réplique de la « **pause** » que Blum annonce le 21 février 1937 dans son discours de Saint-Nazaire, « pause » qui laisse un souvenir très amer : faut-il « faire vite », profiter de « l'état de grâce » ? D'autant que l'arrivée au pouvoir se produit après une crise.

Les mesures prises en 1936 sont le point constant de référence pour les décisions de 1981-1982, et il est facile d'établir des comparaisons.

1 A.Prost, « Les grèves de juin 1936, essai d'interprétation », dans le colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p., pp. 69-106.

2 A.Prost, « Les grèves de juin 1936, essai d'interprétation », dans le colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p., pp. 69-106. On ne négligera pas la discussion, dans laquelle on trouve les célèbres formules de Pierre Mendès France (« L'histoire nous offre de nombreux exemples de révolutions qui éclatent [...] sans qu'il y ait eu jusque-là dans le pays une véritable volonté révolutionnaire. Une situation révolutionnaire peut exister sans que les masses en aient conscience. ») et d'Ernest Labrousse : « aucune révolution n'est née d'une volonté de révolution ».

3 D'après R.Frank, « La Gauche sait-elle gérer la France ? (1936-1937, 1981-1984) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 6, avril-juin 1985, pp. 3-21.

II. Mentalités, économie et société

□ Le Front populaire, autre « expérience de gauche » ou « changer la vie » ?

L'espoir, la peur et la haine se disputent dans l'opinion au début de 1936 (1). Un immense espoir social se lève quelques mois plus tard, grâce aux résultats des élections législatives. Le parti socialiste, la SFIO, devient le premier parti représenté à la Chambre des députés et, pour la première fois, un socialiste forme un gouvernement. Sans que l'on puisse du tout parler de raz-de-marée électoral pour le Front Populaire, la nouvelle Chambre est plus à gauche que celle de 1932.

« Changer la vie » (une devise de 36) 2 : autrement dit, le Front populaire, baptisé Rassemblement populaire à ses débuts, n'est pas seulement une deuxième « expérience de gauche » de l'entre-deux-guerres, après le Cartel des Gauches.

L'espoir de 1936, le messianisme, la joie et l'euphorie, bien évoquées par la grande philosophe Simone Weil (1909-1943) 3 :

« Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes pendant quelques jours. Indépendamment des revendications cette grève en elle-même est une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange. ».

Le caractère massif des grèves de 36 >>> 1995

« l'héritage » est souvent incriminé pour justifier l'échec, de même que le « mur d'argent » 4. Résistance de la Banque de France au Cartel des Gauches : Herriot, furieux, proclama qu'il s'était heurté à un « mur d'argent » ; la formule fit mouche et fut beaucoup employée à gauche jusqu'aux années 1970. Une autre formule fut que le Français avait « le cœur à gauche, mais le portefeuille à droite » !

1 Cf. la contribution fondamentale de Jean Touchard et Louis Bodin, « L'état de l'opinion au début de l'année 1936 », dans le colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p., pp. 49-68.

2 Devise empruntée au titre d'un poème d'Arthur Rimbaud. Aussi : Jean Guéhenno, *Changer la vie. Mon enfance et ma jeunesse*, Grasset, 1961, 253 p., plusieurs rééditions.

3 Simone Weil était proche des anarchistes lorsqu'en 1934 elle décide d'aller travailler en usine comme manœuvre, d'abord chez Alsthom, puis chez Renault, pour ressentir dans sa chair la condition ouvrière.

4 Cf. N.Roussellier, « 1926. Le mur d'argent », dans J.-P.Rioux & J.-F.Sirinelli dir., *La France d'un siècle à l'autre. 1914-2000. Dictionnaire critique*, Hachette, 1999, 982 p., pp. 20-25 et Jacques Néré (1917-2000), *Le problème du mur d'argent. Les crises du franc (1924-1926)*, La Pensée universelle, 1985, 159 p. Les parties et chapitre éponymes de J.-N.Jeanneney, dans J.-N.Jeanneney, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir. 1914-1940*, thèse, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1976, 670 p., réédition, Perrin, 2004, 668 p., et dans *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel (1924-1926)*, Seuil, 1977, 155 p., réédition, coll. « Points », 1981, réédition, coll. « XXe siècle », 2003, 181 p., sont des morceaux d'anthologie !

Réplique des **accords (de) Matignon** espérée en 1968, célébrité remplacée par celle de « Grenelle » (= « plan Marshall »)

Le gouvernement Mauroy va beaucoup plus loin que le gouvernement Blum dans le domaine des réformes de structure (opposition des radicaux en 1936) et le planisme du début des années 30 ; non appliqué en 1936, débouche à la Libération et revit dans les années 1980

Trois femmes entrent au gouvernement, avec un statut de sous-secrétaire d'État, chacune étant étroitement dominée par un ministre : après avoir beaucoup hésité, **Irène Joliot-Curie**, proche du PC, sous-secrétaire d'État à la Recherche scientifique sous la pesante houlette de Jean Zay, **Suzanne Lacore**, ancienne institutrice et SFIO, sous-secrétaire d'État à la Protection de l'Enfance, aux côtés de Jean-Baptiste Lebas (1878-1944), ministre du Travail **1**, **Cécile Brunschvicg** **2**, présidente de la Fédération des femmes radicales et présidente de l'Union française pour le suffrage des femmes, sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, très dépendante de Zay, mais propulsée au gouvernement par le désir de représenter également les trois partis de la coalition dans la fraction féminine du gouvernement Blum. Fait maintenant bien oublié, **Blum a imité ici le gouvernement MacDonald de 1929**, qui avait intégré une femme ministre, **Margaret Bondfield** (1873-1953). Irène Joliot-Curie **3** démissionne très vite, et l'expérience s'arrête en 1937, mais du bon travail a été fait par ces « trois dames au gouvernement » **4**.

La **durée du travail**, traitée de manière dogmatique et rigide en 1936 et à la Libération, est traitée différemment en 1956 (plutôt congés payés) et en 1981-1982 (procéder par étapes).

□ Loisirs et sport

Congés payés. Le FP institue deux semaines de congés payés, encourage l'arbitrage des conflits, et pousse à la généralisation des conventions collectives. Les billets de congés payés offrent une réduction de 40 % sur le tarif

1 B.Dougnac, *Suzanne Lacore. Biographie 1875-1975. Le socialisme-femme*, Périgueux, 1996, 157 p.

2 Cécile Formaglio, « Des beaux quartiers à la section travail du Conseil national des femmes françaises : Cécile Brunschvicg », dans Christine Bard dir., *Colloque Les féministes de la première vague*, Presses universitaires de Rennes, 2015, 229 p., pp. 109-118.

3 Deux biographies : L.-P.Jacquemond, *Irène Joliot-Curie. Biographie*, Odile Jacob, 2014, 369 p., très documenté, et R.Pflaum, *Marie Curie et sa fille Irène, deux femmes, trois Nobel*, trad. fr. par Francine de Martinoir, Belfond, 1992, 452 p. Lire aussi A.-L.Anizan, compte rendu de l'exposition de la BNF « Sorbonne-Plage : les Curie et les Joliot, des savants sur la côte bretonne », dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 253-256 : mère et fille, féminisme, engagement politique.

4 Titre de Siân Reynolds pour son chapitre 9 de Christine Bard dir., *Un siècle d'antiféminisme*, Fayard, 1999, 481 p. Léon Blum avait songé à Louis Weiss, à la condition qu'elle arrête sa campagne « suffragiste », ce qu'elle a refusé.

ordinaire des compagnies de chemin de fer, alors toutes privées sauf les Chemins de fer de l'État. Que permettent-ils en 1936, 1937 et 1938 ? Une fantastique **libération des loisirs**, comme en témoignent les photos et la célèbre formule de Léon Blum lors du procès de Riom ? **En réalité**, d'une part ne sont vendus que 600 000 billets en 1936, 50 % de mieux en 1938 (1), et d'autre part ces vacances populaires sont très souvent à courte distance : pour les prolétaires parisiens la Normandie oui, la Bretagne pas encore...

Les **mesures d'accompagnement décidées par Léo Lagrange** marquent tout autant les esprits sur le moment : les encouragements officiels au mouvement des Auberges de jeunesse, apparu en France en 1929, les entrées à tarifs réduits dans les musées, et, dans le cadre de la politique des grands travaux, la mise en chantier de 235 stades, le souci du « temps libre », sur la lancée des 3 Parques de la Belle Époque ; désir d'éthique du sport, avec la question des JO de Berlin, mais le gouvernement Blum et la majorité à la Chambre ne vont pas jusqu'au boycott !

Il y a, pour la première fois, un **sous-secrétariat d'État aux Sports et aux Loisirs, confié au socialiste Léo Lagrange** (1900-1940), que l'opposition traite de « ministre de la fainéantise », peut-être en manière de souvenir de l'opuscule provocateur (1883) du marxiste Paul Lafargue *Le droit à la paresse* 2.

□ Une réussite du Front populaire : la politique des loisirs de Léo Lagrange

L'intervention de l'État est en matière de sports et de loisirs tout à fait décisive : par l'intermédiaire d'une administration dynamique, d'un sous-

1 J.Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Tallandier, 2016, 365 p., p. 150. Sur les congés payés, J.-C.Richez & L.Strauss, « Un temps nouveau pour les ouvriers : les congés payés (1930-1960) », dans A.Corbin, *L'avènement des loisirs. 1850-1960*, Aubier, 1995, 480 p., réédition, Flammarion, coll. « Champs », 2001, 626 p., pp. 494-543.

2 L'action de Lagrange est largement présentée dans P.Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire*, Plon, 1994, 1 033 p., réédition, CNRS, 2016, 1 033 p., *passim*. Plusieurs éditions et rééditions du *Droit...* La dernière : Paul Lafargue, *Le droit à la paresse. Réfutation du « droit au travail » de 1848*, réédition, présentation de Maurice Dommanget, préface de Gilles Candar, La Découverte/Poche, 2010, 182 p., ici avec la copieuse présentation, légèrement désuète, rédigée en 1975 par Maurice Dommanget (trois fois la longueur du texte de Lafargue !) et avec une lucide préface de mon collègue Gilles Candar. *Le Droit à la paresse* est un texte critique mais drôle qui emprunte beaucoup au beau-père (Karl Marx) et à un certain Louis-Mathurin Moreau-Christophe qui avait publié en 1849 un *Droit à l'oisiveté*. Pamphlet « rouge » et « noir », « gauchiste » comme dit G.Candar, écrit pour choquer féroce à la fois les socialistes et les républicains, le *Droit à la paresse* fustige avant tout le prolétariat, perverti par « le dogme du travail ». *Le Droit à la paresse* critique les canuts lyonnais qui se soulevèrent pour réclamer « du plomb ou du travail », les quarante-huitards de février et les enfants de ceux de juin, la Révolution industrielle, les chômeurs qui implorant du travail, les républicains bleus, avec humour et férocité en même temps, mais aussi une merveilleuse mauvaise foi... Lafargue en appelle à l'éradication de « la passion désordonnée, dépravée, [des] ouvriers pour le travail », de la « farce électorale », à la mort de « la France capitaliste, énorme femelle, velue de la face et chauve du crâne, avachie, aux chairs flasques, bouffies, blafardes, aux yeux éteints, ensommeillée et bâillant » ! Il rêve d'une vie populaire festive, ripailleuse, carnavalesque et théâtrale, politiciens et généraux au chômage jouant les présentateurs, les publicitaires, les aboyeurs et les discoureurs cocasses...

secrétariat d'État fraîchement créé et d'un homme, Léo Lagrange ¹, profondément impliqué dans la tâche qui lui incombe, l'État va avoir un rôle d'impulsion rencontrant un succès considérable et des critiques acerbes contre les « salopards » et les « fainéants » en congés payés. « Léo Lagrange convainquit Blum de la nécessité d'unir à l'avenir éducation physique, loisirs physiques et loisirs culturels, et Jean Zay de placer tout ceci sous le vocable de l'Éducation. » (Pascal Ory ²) Bien secondé par son chef de cabinet, Édouard Dolléans (1877-1954), et une petite équipe efficace, Lagrange ne veut pas se limiter aux vacances mais « populariser » loisirs, sports et éducation. L'idée de Léo Lagrange, qui fonde toute l'action publique, est qu'il existe une forte **demande sociale de loisirs** à laquelle il faut répondre : l'octroi des congés payés et de la semaine de 40 heures rend nécessaire une politique des loisirs, tandis que la nouvelle place qu'occupe dans la société le sport, devenu une activité très populaire, au moins dans l'intérêt qu'il suscite sinon dans la pratique, impose à son tour à l'État **d'inventer une politique sportive** idoine. Cette idée est exaltée par une utopie et servie par une stratégie : en s'appuyant sur le monde des associations et sur les initiatives locales, les politiques engagées ont pour objectif de transformer la condition humaine...

Le postulat de la **politique du Front populaire en direction de la jeunesse**, et qui le démarque des régimes autoritaires voisins, est le refus de l'embrigadement. Il s'agit toujours de soutenir une dynamique existante, par exemple d'encourager le développement des nouvelles techniques pédagogiques mises au point dans les **Centres d'entraînement aux Méthodes d'Éducation active (CEMÉA)** ³ créés (en 1937) et dirigés par Gisèle de Failly (1905-1989), pionnière de l'« éducation nouvelle », ou d'aider financièrement une colonie de vacances municipale. Certains moniteurs et monitrices sont désormais vraiment formés, par les CEMÉA ou par les stages organisés par les Éclaireurs de France.

Cette dynamique est également présente dans les **nombreuses associations de jeunesse**, qui connaissent alors leur apogée : mouvements de jeunes affiliés à des formations politiques comme les Faucons rouges socialistes ou les Pionniers communistes, ou groupements sans objectif politique clair, ils sont

¹ Cf. J.-L.Gay-Lescot, « Léo Lagrange et Jean Borotra. Convergences et divergences de deux politiques sportives (1936-1942) », dans *Jeux et sports dans l'histoire*, section d'histoire moderne et contemporaine des *Actes du 116e Congrès national des sociétés savantes (Chambéry, 1991)*, Éditions du CTHS, 1992, 2 vol., tome I, *Associations et politiques*, 327 p., pp. 241-253 ; Fabrice Landry, *Léo Lagrange et le sport. Une ambition inachevée*, dans *Miscellanées pour vivre l'histoire. Mélanges chaleureusement rédigés pour et par Dominique Lejeune*, DVD, 2011 : notice dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 667-668.

² P.Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire*, Plon, 1994, 1 033 p., réédition, CNRS, 2016, 1 033 p., p. 138.

³ N.Palluau, *La Fabrique des pédagogues. Encadrer les colonies de vacances, 1919-1939*, Presses universitaires de Rennes, 2013, 301 p.

tous investis dans des activités culturelles diverses. **Le monde scout** est en France l'objet d'une dichotomie traditionnelle entre les Éclaireurs de France, laïques, nés en 1911, et soutenus depuis peu par les milieux enseignants, et les Scouts de France, catholiques, apparus quelques années plus tard, mais qui très vite dépassent leurs rivaux. Le scoutisme est alors une des formes marquantes de socialisation de la jeunesse du Front populaire, comme l'«ajisme», qui le complète.

Le mouvement des auberges de jeunesse (AJ) est né en Allemagne au début du siècle, mais c'est dans les années trente qu'il s'institutionnalise et acquiert une véritable importance sociale : en 1930 est fondée la Ligue française pour les Auberges de jeunesse, que soutiennent les milieux religieux ; en 1933, le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ) naît. Très vite, le CLAJ représente la figure de l'ajisme conquérant symbolique de l'époque du rassemblement populaire. Léo Lagrange hérite donc d'une situation d'une relative prospérité, mais encore marginale, qu'il saura transformer en mouvement de masse et en véritable mythe social. En 1939, le nombre des auberges de jeunesse s'élève entre 700 et 800, alors qu'on n'en pouvait compter que 250 en juin 1936. Outre ce changement d'échelle quantitatif, le mouvement des AJ accouche d'un esprit qui lui est spécifique : l'auberge se construit comme lieu utopique, au sein duquel les relations sociales traditionnelles disparaissent devant la camaraderie et la pratique de la vie collective. Par ailleurs, les « ajistes » perpétuent un pacifisme mêlé de marxisme et cultivent un optimisme foncier, qui se trouvent rapidement en décalage avec le climat politique de l'après Front populaire. En termes culturels, l'ajisme laïque a une importance déterminante en fournissant une bonne partie des militants de la démocratisation culturelle après 1945.

Tourisme et plein air pour tous ? L'État gère un certain nombre d'actions susceptibles d'encadrer ces millions de Français, bénéficiant pour la première fois de vacances pendant quinze jours. Ainsi, le billet populaire de congés payés dit « billet Lagrange » qu'octroient les compagnies de chemins de fer privées puis la SNCF (1937) et l'organisation de voyages, permettent de venir en aide à ces nouveaux vacanciers. Le **contrôle des agences de voyage**, qui se voient imposer une licence, s'inscrit également dans cette perspective de gestion et d'encadrement d'un tourisme populaire en voie de constitution.

Parallèlement, les **associations de gauche**, notamment communistes, témoignent d'un grand dynamisme sur le terrain : organisation de colonies de vacances, de sorties culturelles diverses, au Louvre ou à l'Exposition internationale de 1937, accompagnement de l'essor prévisible du camping par la création d'associations telles que Camping et Culture. Ainsi se développe, sous la pression de l'évolution sociale et sous l'impulsion de l'État et du monde associatif, un

tourisme populaire favorisé par la gauche, qu'ignore relativement le tourisme mondain classique, perdurant encore dans ses traditions géographiques et ses modes de villégiature.

□ Les acquis

Les Congés payés, le droit aux loisirs, cf. le ski en décembre 2020 (!), partiellement la **SNCF**, les CEMÉA, etc.

III. Culture et politique

□ Le culturel

La notion de **politique culturelle**, avec des interventions multiformes de l'État dans le domaine de la culture ; les quelques remèdes au « chômage intellectuel » ; organisations/fédérations de loisirs ; le rôle social de l'écrivain ; **aide au cinéma** dont notion d'auteur ; **politique nucléaire**, avec le laboratoire de Frédéric Joliot-Curie ; désir de créer une Maison de la Radio

En 1936, est créé un **sous-secrétariat d'État à la Recherche scientifique** rattaché au ministère de l'Éducation nationale, nouveau nom du ministère de l'Instruction publique (Vichy reviendra à IP). La même année, un **Service central de la recherche scientifique** voit le jour, complétant l'action de la Caisse nationale ¹ déjà existante. **C'est en octobre 1939 que cette évolution est couronnée par la fondation du Centre national de la recherche scientifique (CNRS)**, qui achève la prise d'autonomie des professions de la recherche par rapport à l'institution universitaire.

L'importance de Jean Zay :

Jean Zay (1904-1944), « ce ministre hors du commun » (Pascal Ory) ²

Jean Zay est né le 6 août 1904 à Orléans d'un père juif et d'une mère protestante. Il appartient à une génération pour qui la littérature est le lieu des vraies réussites. Primé au concours général, il est tenté par une carrière littéraire dont il a le goût et le talent. Avec quelques amis étudiants, il anime une revue littéraire locale, *Le Grenier*. L'un de ses premiers textes, un pastiche antimilitariste, *Le Drapeau*, lui sera périodiquement reproché. Mais l'appel de la politique est le plus fort. Par son père, Léon Zay, directeur du quotidien radical-socialiste local, il est très tôt initié aux débats

¹ La Caisse nationale de la Recherche scientifique était récente : elle résultait de la fusion (décret-loi du 30 novembre 1935, avec application à compter du 1er janvier 1936) de la Caisse nationale des Sciences et de la Caisse des Recherches scientifiques.

² A.Prost, notice dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 1252-1254 ; Notice dans G. & S.Berstein, *La Troisième République*, M.A. Éditions, coll. « Le Monde de ... », 1987, 356 p., pp. 334-335 ; P.Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire*, Plon, 1994, 1 033 p., réédition, CNRS, 2016, 1 033 p., *passim*, la formule étant page 8 et une biographie politique pp. 145 & suiv. (la thèse, plus ample, 1 848 pages dactylographiées, a été soutenue en 1990 ; Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, réédition, Orléans, Les Temps modernes, 1987 ; O.Loubes, « D'un drapeau l'autre. Jean Zay (1914-1940) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 2001, pp. 37-54 ; O.Loubes, *Jean Zay. L'inconnu de la République*, A.Colin, 2012, 288 p. ; Olivier Loubes, « Derrière l'étendard du pastiche », dans A.Prost dir., *Jean Zay et la gauche du radicalisme*, Presses de Sciences Po, 2003, 264 p., pp. 99-112 ; P.Girard, « Jean Zay, les années de formation et l'engagement en politique », dans A.Prost dir., *Jean Zay et la gauche du radicalisme*, Presses de Sciences Po, 2003, 264 p., pp. 113-124, et les quatre contributions de la troisième partie (chap. 10 à 13) ; notice dans S.Baumont & A.Dorna dir., *Les grandes figures du radicalisme. Les radicaux dans le siècle (1901-2001)*, Privat, coll. « Bibliothèque historique Privat », 2001, 286 p., pp. 187-191.

politiques. Aussi, quand il s'installe à Orléans comme avocat en 1928, lui est-il facile de publier ses premiers articles et de s'intégrer aux milieux républicains locaux, aux cercles laïques et à la franc-maçonnerie.

Élu député d'Orléans en 1932, à vingt-sept ans, Jean Zay se situe **à la gauche du Parti radical**, avec les « Jeunes-Turcs », comme Jacques Kayser (1900-1963) ¹, Pierre Cot ou Pierre Mendès France. Il se spécialise dans les problèmes de l'artisanat et du commerce, mais il présente le rapport de politique générale au congrès de 1935 ; il est l'un des leaders du courant qui emporte l'adhésion du parti au Rassemblement populaire. Son accession au secrétariat d'État à la présidence du Conseil, dans le ministère Sarraut, en janvier 1936, atteste qu'il est devenu l'un des espoirs du vieux parti.

Réélu député en 1936, il est choisi par Léon Blum comme ministre de l'Éducation nationale. Il n'a pas encore trente-deux ans. Il réussit si bien dans ces fonctions qu'il les conserve jusqu'à la guerre.

Son action présente de multiples aspects. Dans le domaine de l'éducation, il entreprend des réformes de structure directement inspirées par le courant de l'école unique et le programme de la Fédération générale de l'enseignement CGT. Le projet qu'il dépose le 5 mars 1937 sur le bureau de la Chambre en dégage les grandes lignes : unification des classes primaires des lycées et des écoles élémentaires, transformation de la classe de sixième en une classe d'orientation, après laquelle divergeraient trois sections, classique, moderne et technique, d'un même enseignement du second degré, organisation de ce second degré en deux cycles. L'ensemble ralentit sa forte croissance numérique vers 1936.

Bien accueilli dans un premier temps, ce projet est enterré par la commission parlementaire que préside un autre radical, Hippolyte Ducos, agrégé de lettres classiques, qui le juge funeste aux humanités. **Jean Zay réalise donc par décrets les éléments de son projet qui peuvent l'être.** Il crée d'abord, à titre expérimental, dans plus de deux cents établissements, des classes d'orientation au niveau de la sixième (22 mai 1937). **Il unifie** les programmes du primaire supérieur et du premier cycle secondaire (21 mai 1937), ce qui le conduit à promulguer le même jour (11 avril 1938) deux arrêtés distincts fixant les programmes de chaque ordre d'enseignement dans des termes identiques. « De nouveaux programmes scolaires sont publiés en 1938 pour les trois dernières années de l'enseignement primaire, en particulier pour la nouvelle classe de fin d'études, destinée aux élèves âgés de 13 à 14 ans qui vont quitter définitivement l'école » ² Zay modifie l'organisation du ministère (1^{er} juin 1937), créant une direction du premier degré, compétente aussi pour les « petites » classes des lycées, et une direction du second degré à laquelle sont rattachées les écoles primaires supérieures. Les réformateurs — Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN), Compagnons de l'Université nouvelle... — appellent en effet, depuis peu, « second degré » le secondaire classique et moderne des lycées d'État et collèges municipaux,

¹ A.Bouet, « Jacques Kayser (1900-1963) : un radical de gauche », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1996, pp. 119-136.

² J.Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Tallandier, 2016, 365 p., p. 154.

le primaire supérieur et les cours complémentaires. Les ENS de Fontenay et Saint-Cloud sont rattachées à la direction de l'enseignement supérieur ¹. Seul l'enseignement technique échappe à cette réorganisation d'ensemble.

L'action réformatrice concerne aussi la pédagogie. La loi du 11 août 1936 a prolongé d'une année l'obligation scolaire. Jean Zay ne veut pas que cette année supplémentaire soit une répétition des précédentes. Faisant appel à l'initiative des instituteurs, il lance l'idée d'un programme d'ouverture vers la vie active, avec des **activités dirigées, des classes promenades**. Cette ouverture rejaillit sur les autres classes élémentaires, et débouche sur de nouvelles instructions, à l'automne de 1938, tandis que la nouvelle pédagogie expérimentée dans les classes d'orientation inspire d'autres instructions pour le premier cycle. « Si nous avons, dans l'histoire de l'évolution scolaire française, quelques lustres aussi riches en innovations hardies que ces deux dernières années, écrit Célestin Freinet en novembre 1938, il y aurait bientôt quelque chose de changé dans l'éducation française » (P. Ory, p. 667).

Dans bien d'autres domaines, l'œuvre de Jean Zay est décisive. Il **soutient Léo Lagrange**, dont le secrétariat d'État aux Sports lui est rattaché en 1937, et il contribue au développement du sport populaire. Il organise le **sport universitaire** et institue un Conseil supérieur des œuvres sociales en faveur des étudiants. Il participe aux **cérémonies d'inauguration du refuge Vallot (4 362 m)**, sur l'itinéraire du mont Blanc, certes en se contentant de passer la nuit au refuge de Tête Rousse (3 164 m), mais l'exploit est beau pour un ministre de la IIIe République, d'autant plus que le mauvais temps limite l'inauguration au niveau du glacier de Tête Rousse (20-21 août 1938) ². Jean Zay oblige **les apprentis** à passer par un centre d'orientation professionnelle ³. Il développe les statistiques scolaires. Il organise l'administration de la recherche et crée le CNRS ; il accélère les constructions scolaires, crée la radiodiffusion scolaire, essaie de **développer l'éducation musicale**, l'Éducation physique et sportive (création de l'OSSU, Office du Sport scolaire et universitaire), l'enseignement artistique, celui de l'arabe dans les lycées (deux postes), les « œuvres sociales en faveur des étudiants », le sanatorium de Saint-Hilaire-du-Touvet, l'hygiène sociale des étudiants...

Les Beaux-Arts étaient rattachés à l'Éducation nationale. Jean Zay crée la **réunion des théâtres nationaux, le Musée d'art moderne et celui des Arts et Traditions populaires**. Il jette les bases d'une définition légale du droit d'auteur et il subventionne **l'école de cinéma de la rue de Vaugirard** (qui sera nationalisée en 1951). Il subventionne la Cinémathèque française fondée le 2 septembre 1936 par Georges Franju (1912-1987) et Henri Langlois (1914-1977). Il lance le premier festival de cinéma, qui aurait dû se

¹ J.-N.Luc & A.Barbé, *Des Normaliens. Histoire de l'École normale supérieure de Saint-Cloud*, FNSP, 1982, 323 p., deuxième partie (« Le droit d'être ambitieux ») et A.Barbé, *Les élèves-professeurs de l'ENS de Saint-Cloud durant l'entre-deux-guerres*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1976, 188 p..

² Quelques courageux montent jusqu'à l'Observatoire Vallot, l'un en meurt, F.Rognon, membre du comité de la section CAF de Paris. Jean Zay s'était soigneusement préparé, faisant du 15 au 19 août, les ascensions du mont Joly (2525 m) et, surtout, du mont Tondu (3 196 m).

³ Cf. J.Martin, *La naissance de l'orientation professionnelle en France. 1900-1940. Aux origines de la profession de conseiller d'orientation*, L'Harmattan, 2020, 302 p.

tenir à Cannes en septembre 1939 (1) et le « statut Zay » du cinéma définit l'exercice des professions du « 7e art », le financement des films, etc.

Mais c'est la guerre. Jean Zay démissionne pour être mobilisé. En juin 1940, il gagne Bordeaux, s'embarque sur le *Massilia* et est arrêté au Maroc par le nouveau régime qui le fait iniquement condamner par un conseil de guerre à la détention à vie. Il est emprisonné à Riom, où il écrit un admirable livre, *Souvenirs et solitude*.

Jean Zay incarne tout ce que Vichy détestait : républicain jeune et brillant, ministre apprécié du Front populaire, il avait en outre été partisan de résister à Hitler jusqu'au bout. La propagande se déchaîne contre le franc-maçon qu'il est et le Juif qu'il n'est pas au sens de la législation de Vichy. Le 20 juin 1944, des miliciens viennent le chercher et l'assassinent dans un bois près de Cusset (Allier). Il allait avoir quarante ans.

Les acquis : le CNRS, le Festival de Cannes, le Palais de la Découverte, le nouveau Trocadéro...

□ La politique intérieure

Les forces « adverses » au Front populaire, pour reprendre l'adjectif de René Rémond 2 et l'intensification des luttes politiques, cf. la peur du rouge.

Faire différemment, mais parlementarisme de Léon Blum, **rompre avec la logique comptable**, d'où la maladroite dévaluation de 1936, alors qu'Auriol était résolu à la faire forte et rapide

La « **défense de la République** », contre le « fascisme », cf. le slogan proposé par *Le Populaire*, organe de la SFIO : « Le fascisme ne passera pas ! » >>> Résistance, 1958, 1961, 1962, [...] symbolique de la place de la République, Les Républicains, les policiers qui « défendent la République »...

La personnalité tutélaire, depuis 1936, de Léon Blum, cf. la célébrité de certaines photos, comme la tribune :

Léon BLUM (1872-1950) 3

1 Premier Festival de Cannes en 1946.

2 Dans le titre de sa contribution, cosignée avec Janine Bourdin, « Les forces adverses », au colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p., pp. 137-174 (avec la discussion).

3 J.Lacouture, J.Lacouture, *Léon Blum*, Seuil, 1977, 596 p., réédit. coll. « Points », 1979, 616 p. ; notices dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 144-150 et dans G. & S.Berstein, *La Troisième République*, M.A. Éditions, coll. « Le Monde de ... », 1987, 356 p., pp. 47-49 ; colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p. ; P.Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire*, Plon, 1994, 1 033 p., réédition, CNRS, 2016, 1 033 p.

Né à Paris dans une famille de bourgeois israélites aisés, il est reçu en 1890 (à 18 ans !) à l'École Normale Supérieure qu'il doit quitter au bout d'une année (très indiscipliné, il a échoué à la licence de lettres !) pour des études de droit. Il fait ensuite une double carrière, juridique, comme auditeur, puis maître des Requêtes au Conseil d'État (à partir de 1895), et chroniqueur littéraire dans les revues d'avant-garde où écrivent de jeunes esthètes, comme *La Revue Blanche* ou le *Gil Blas*. Blum écrit plusieurs ouvrages qui témoignent d'une plume élégante, d'une sensibilité aiguë et d'une intelligence déliée : encore en 1914, il publiera *Stendhal et le beylisme*. En 1907, son livre *Du mariage*, où il affirme la polygamie naturelle de l'homme et préconise le « mariage à l'essai » ainsi que, pour les jeunes filles aussi, l'expérience sexuelle avant le mariage, fait scandale.

L'affaire Dreyfus l'oriente vers la politique et, sous l'influence de Lucien Herr, bibliothécaire de l'École Normale Supérieure, qui l'a convaincu de l'innocence de Dreyfus et avec lequel il s'est lié d'une grande amitié jusqu'à la mort de Herr (1926), il devient socialiste. Il rompt avec Barrès, se lie avec Jaurès et collabore à *L'Humanité* dès les débuts. Mais à la Belle Époque, s'il participe à la fondation de la SFIO, il reste un lettré, soucieux de sa vie de famille. C'est la mort de Jaurès qui le sort de l'ombre. Chef de cabinet du ministre socialiste Marcel Sembat de 1914 à 1916 (Travaux publics), il est au sein de la SFIO un des avocats de l'Union sacrée.

Il publie en 1918 *La Réforme gouvernementale* où il met l'accent sur le rôle directeur du président du Conseil qui assure l'harmonie des pouvoirs ; à contre-courant de l'opinion républicaine courante qui situe dans le parlement la légitimité démocratique, Léon Blum annonce ainsi les réflexions de l'entre-deux-guerres sur le parlementarisme rationalisé et le renforcement de l'exécutif. Dans le vide laissé par la mort de Jaurès, il occupe le centre dont le parti a besoin après la révolution d'Octobre. En 1919, il écrit *Pour être socialiste* et c'est lui qui rédige le programme électoral des socialistes. C'est à ces élections législatives seulement qu'il se présente pour la première fois, à 47 ans, véritable moment d'engagement politique. Un an plus tard, au congrès de Tours, il est le principal orateur de la minorité qui s'oppose à la transformation de la SFIO en Section Française de l'Internationale Communiste. Dans ce combat, Léon Blum prend date. Porte-parole (et excellent orateur pour un congrès) de la minorité opposée à la IIIe Internationale, il prononce au congrès de Tours un discours qui fixe en trois points la charte de la SFIO : fidélité, distinction et unité. Tout naturellement, il va devenir, sans autre titre que celui de directeur du *Populaire* et de président du groupe parlementaire socialiste, le chef véritable du parti, son tacticien et son inspirateur, le secrétaire général étant Paul Faure.

Orateur respecté et écouté, auteur d'articles très lus, Léon Blum demeure avant tout un intellectuel, un esthète raffiné, d'une profonde sensibilité, conduit au socialisme

par des exigences morales et un sens aigu de la justice. Cet intellectuel est, jusqu'en 1936, d'un marxisme rigoureux, écartant tout compromis, et d'ailleurs poussé à l'intransigeance par la pression qu'exerce le parti communiste, prompt à dénoncer dans les socialistes des « sociaux-traîtres » réformistes. Or Léon Blum affirme que socialistes et communistes ne sont pas séparés par le but à atteindre, la société sans classes décrite par Marx, mais par le moyen d'y parvenir. Pour les socialistes, la prise de pouvoir n'est pas le coup de force, affirme Blum, critiquant le léninisme, mais l'octroi par la majorité du peuple, au suffrage universel, du pouvoir aux partis prolétariens. La révolution n'est pas la prise de pouvoir, ajoute-t-il, reprochant aux communistes de s'en tenir à cette thèse, mais la transformation des structures de la société après cette prise de pouvoir. Si ce qui sépare les vues de Blum de celles des communistes apparaît ainsi clairement, il lui est plus difficile d'expliquer comment pratiquer les réformes dont, à l'exemple de Jean Jaurès, il affirme le bien-fondé. C'est poser tout le problème des rapports entre les socialistes et le pouvoir avant la conquête du pouvoir. En 1924, le parti socialiste SFIO, qui a accepté de constituer des listes de Cartel avec les radicaux, refuse d'entrer au gouvernement, se contentant d'un « soutien sans participation » qui est pour beaucoup dans l'échec du Cartel des gauches. En 1926-1927, examinant l'éventualité d'une situation dans laquelle le parti socialiste serait l'élément le plus nombreux d'une coalition de gauche, sans que, toutefois, il y ait une majorité « prolétarienne » il définit pour ce cas de figure un « exercice du pouvoir » dans le cadre des structures du capitalisme, mais dans un sens réformateur, distinct de la conquête du pouvoir qui conduirait à la révolution. Il évoque même quelques années plus tard l'« occupation » du pouvoir, destinée à empêcher les fascistes de s'y installer.

Détesté par les communistes, par la droite antisémite, irritant les radicaux, Blum siège sans discontinuer comme député de la Seine à la Chambre de 1919 à 1928, date à laquelle il est battu par le communiste Duclos avec l'aide des voix de droite. Il se présente alors à Narbonne, en 1929, à la faveur d'une élection partielle, et représente cette circonscription jusqu'en 1940. Mais sans l'âme d'un élu local : il a abandonné à plusieurs de ses proches le soin de s'occuper de la « machine électorale » locale. Blum reste profondément le chef d'un grand parti national. Ce désintérêt politique pour le département de l'Aude, que Blum ne considère pas comme un « fief » à conforter, tranche avec l'attitude d'un bon nombre d'hommes politiques des années 1930. On songe, exemple parmi d'autres, à Daladier.

En 1936, les élections ayant donné la majorité à la coalition du Front Populaire et les socialistes constituant le groupe parlementaire le plus nombreux de la nouvelle majorité, Léon Blum devient président du Conseil, le 4 juin 1936, alors que deux millions d'ouvriers sont en grève. Aux yeux de ses adversaires et de certains de ses détracteurs, Léon Blum est d'abord, parce que juif, un non-Français, ce que le député nationaliste

Xavier Vallat (1891-1972) ne manque pas de rappeler, le 6 juin 1936 à la Chambre, au chef du gouvernement, dans une intervention presque unique en son genre dans les annales parlementaires : « Votre arrivée au pouvoir, Monsieur le Président, est incontestablement une date historique. Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain sera gouverné [...] par un Juif [...]. » Blum n'a depuis longtemps guère de liens avec le judaïsme traditionnel mais il ne renie pourtant jamais ses origines. Sous le Front populaire, Blum applique strictement la ligne de conduite qu'il s'est fixée : il prend ses fonctions dans le respect des délais constitutionnels, il se retire quand le Sénat, pourtant élu au suffrage indirect, refuse de voter les crédits qu'il demande. Tout n'est pas possible, contrairement à ce qu'a proclamé (et titré) Marceau Pivert (1895-1958, gauche de la SFIO) ¹ dans son éditorial du *Populaire* du 27 mai 1936. Le pain, la paix, la liberté : sur les trois points du programme du Rassemblement populaire, la réussite est inégale. En quelques semaines, Blum va prendre une série d'importantes mesures : lutte contre la crise par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses grâce aux Accords Matignon qui augmentent les salaires de 12 % en moyenne, amélioration de la condition ouvrière et lutte contre le chômage par la loi des 40 heures et l'octroi de deux semaines de congés payés, réforme de la Banque de France, nationalisation des industries de guerre, création de l'Office national interprofessionnel du Blé (ONIB), etc. Mais l'euphorie qui salue ces mesures durant l'été 1936 est de courte durée ; dès l'automne, les difficultés s'amoncellent, irritation du parti communiste devant la non-intervention décidée face à la guerre d'Espagne, violentes attaques antisémites de la presse d'extrême droite, montée du fascisme avec la création du PPF de Jacques Doriot, complot de la Cagoule, échec économique marqué par la hausse spectaculaire des prix, la dévaluation de l'automne 1936, la fuite des capitaux, rupture avec les classes moyennes inquiètes de l'agitation sociale et atteintes par les mesures favorables au monde ouvrier. En juin 1937 le mécontentement des radicaux, qui passent à une opposition larvée, conduit au renversement du gouvernement Blum par le Sénat. Après avoir songé à résister en demandant au président Lebrun de dissoudre la Chambre, Blum s'incline en raison des dangers de la situation internationale.

Vice-président du Conseil du gouvernement Chautemps de juin 1937 à janvier 1938, angoissé par la menace hitlérienne, il tente vainement en mars 1938 de constituer un gouvernement d'union nationale, allant de « Thorez à Louis Marin ». Devant le refus de la droite, il se contente de former un nouveau gouvernement de Front Populaire

¹ Cf. la notice de G. & S. Berstein, *La Troisième République*, M.A. Éditions, coll. « Le Monde de ... », 1987, 356 p., pp. 243-244 et celle de J.-Fr. Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 945-946. Le passage essentiel : « Tout est possible, et notre Parti a ce privilège et cette responsabilité, tout à la fois, d'être porté à la pointe du mouvement. Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Qu'il entreprenne ! Et aucun obstacle ne lui résistera ! »

que le Sénat renverse aussitôt (8 avril 1938). Désormais, Léon Blum subordonne toute son action à la préparation de la défense de la France contre l'Allemagne nazie, dénonçant le « lâche soulagement » qui a suivi Munich et favorisant la participation des socialistes à l'Union nationale en 1939-1940. Le 10 juillet 1940, il fait partie des 80 parlementaires qui refusent le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain et la mort de la IIIe République.

Arrêté le 15 septembre 1940 par le gouvernement de Vichy, Blum est jugé au procès de Riom (1942) où il prononce un réquisitoire, très efficace, contre ses accusateurs, qui interrompent le procès au bout de deux mois. Depuis la prison, Léon Blum a affirmé son soutien à de Gaulle et organisé une résistance socialiste. Il est livré aux Allemands en 1943 et déporté (Buchenwald, Dachau) avec sa (troisième) femme, qu'il épouse en camp ¹. Il ne doit de garder la vie qu'au fait que les Allemands le gardent en otage. Libéré par les Américains, de retour en France le 14 mai 1945, Léon Blum prend à 73 ans le rôle du sage qui refuse les concessions et, en toute occasion, choisit de parler vrai. Il refuse le ministère d'État que de Gaulle lui propose à son retour de captivité, mais jouera un rôle politique important au début de la IVe République sans s'engager dans les luttes partisans : éditorialiste du *Populaire*, inspirateur de la SFIO, négociateur auprès des Américains (accords Blum-Byrnes) et même, en décembre 1946-janvier 1947, éphémère président du Conseil en attendant l'entrée en fonctions officielle du premier président de la IVe République, Vincent Auriol, issu de la SFIO et du Front populaire. Mais Léon Blum ne réussit pas à maintenir à la tête de la SFIO Daniel Mayer (1909-1996), en qui il avait toute confiance, contre l'irruption de Guy Mollet.

Acteur essentiel de notre histoire, Léon Blum ne ressemble guère à la majorité des hommes politiques de la IIIe République, finissante : il n'est pas un « homme d'État », mais, selon son propre mot (1950), un « amateur ». L'amateurisme désigne l'écart entre la position de premier plan que Léon Blum occupe dans le débat politique et une carrière d'homme politique tout à fait hétérodoxe au regard des normes dominantes dans la France de la IIIe République. Cette carrière originale s'explique, chez Blum, par une distance vis-à-vis de l'exercice du pouvoir politique.

□ La politique extérieure

Cf. mon « Que reste-t-il... ? » liminaire. Souvenir de la « **non-intervention** » en Espagne, alors que FP espagnol (*Frente crapular*) mais elle a été « relâchée » (R.Frank)

¹ Jeanne, divorcée de l'avocat Henri Torrès, veuve d'un homme d'affaires juif, première visite de Premier ministre de Pierre Mauroy en 1981, l'année avant sa mort.

L'impuissance coloniale : Algérie, Syrie et Liban en 1936, la guerre d'Algérie en 1956

Conclusion

L' « expérience » tourne à l'échec. Au bout de huit mois de pouvoir, en février 1937, Blum doit annoncer la « pause » dans les réformes. Cela implique en particulier l'abandon de trois grands projets : la constitution d'un fonds de retraite pour les travailleurs, la création d'un fonds national du chômage, enfin, l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire leur alignement automatique sur l'inflation. Le gouvernement se consacre désormais à retrouver l'équilibre monétaire et budgétaire : il prend trois conseillers proches des milieux d'affaires, dont Charles Rist, l'administrateur de Paribas, et Jacques Rueff (1896-1978), un ancien conseiller de Poincaré et de Laval, il rétablit la libre circulation de l'or. En juin 1937, mis en minorité au Sénat suite à la défection d'une partie des radicaux, **Blum démissionne**. Problème **du bicamérisme à la française**, avec une « chambre haute » souvent à droite.

En définitive, le Front populaire est mort victime de ses contradictions et au fond il n'est ni un succès total, ni un échec global. Malgré la mise en veilleuse de la plupart des lois sociales, les congés payés et la SNCF demeurent, pour longtemps, et aussi, d'une certaine façon, l'ONIB. **En 1944-1945 l'inspiration novatrice sera cherchée par une autre majorité de gauche** dans les projets soumis, pas même une décennie auparavant, au Comité national du Front populaire. Le Rassemblement populaire associait des partis et des hommes séparés profondément par des **désaccords idéologiques**. La politique économique et la politique sociale étaient en contradiction : l'augmentation du pouvoir d'achat est indéniable mais la réduction de la production provoque des hausses de prix annulant les hausses de salaires. D'autre part, la semaine de 40 heures n'a pas permis de résorber le chômage. Une autre contradiction oppose la politique intérieure et la politique extérieure. Enfin, de façon paradoxale il n'y a eu **aucune innovation profonde dans le domaine des institutions politiques** et le Front populaire est mort au parlement et par lui, avant d'être mort dans le pays.

Agonie, éclatement, échec du Front populaire : **faut-il conclure à la crise de la vie politique ? à la crise de la France ?** Mais le Front populaire a été un moment de forte politisation populaire, de forte mobilisation des intellectuels, d'engagement, un apogée des syndicats, une véritable organisation du patronat, l'époque des organisations politiques de masse, à gauche bien sûr, mais aussi à droite, des maisons d'édition et des publications politiques, des lieux symboliques (Père-Lachaise...), des insignes et des gestes politiques. Sans parler de l' « embellie », que Léon Blum rappellera au procès de Riom. Et le Front populaire aura ses **rejeux de faille**, avec le Front républicain de 1956, le Programme commun, la célèbre formule de Mitterrand en 1981...

Image tenace de la gauche qui ne sait gérer que ses mythes. Mais la gauche change, évolue, y compris dans ses composantes. « Soutien sans participation » à géométrie variable, très variable...